Classe ouvrière et condition ouvrière

Stéphane Beaud

Sociologue, université de Nantes

Michel Pialoux

Sociologue, université de Paris-V

Une sociologie de la condition ouvrière aujourd'hui

Le projet de notre livre¹ était de chercher à comprendre un processus central de la société française contemporaine: l'invisibilisation et la déstructuration du groupe ouvrier. Différents indicateurs mesurent dans les années 1990 l'affaiblissement et l'éclatement de la « classe ouvrière », sa fragilité croissante: le retour de l'insécurité économique qui, de nouveau, caractérise en propre la condition ouvrière, la vulnérabilité croissante au chômage (cf. les plans successifs de licenciement, y compris dans des entreprises économiquement florissantes), la disparition progressive des anciens bastions ouvriers, le vieillissement des formes d'encadrement politique et syndical incarnées par le PCF ou la CGT, la fin de l'espérance communiste et la montée du vote « Front national » dans les classes populaires, notamment dans les vieilles régions désindustrialisées (le Nord, la Lorraine, la Loire...). Mais si les ouvriers sont aujourd'hui sur la défensive, ayant peur de leur avenir, du leur comme celui de leurs enfants, tentés par le repli sur eux-mêmes, ou la recherche d'un bouc émissaire, ils ne disparaissent pas comme ont pu disparaître les paysans dans les années 1950 ou 1960.

Une enquête monographique

Nous avons voulu développer ces différents points à partir d'une enquête dans la région de Sochaux-Montbéliard, berceau historique des usines Peugeot, qui s'est déroulée entre 1988 et 1994. L'originalité de notre travail tient, pour le résumer, au fait que nous avons eu la préoccupation de réfléchir à la fois sur l'usine et sur l'espace social qui l'entoure. De cette manière, nous pouvions tenir ensemble des considérations qui sont habituellement disjointes: d'une part, celles qui touchent aux transformations économiques, techniques et organisationnelles qui surviennent dans les entreprises et, d'autre part, celles qui touchent aux formes de conscience que les agents construisent (et notam-

ment aux formes de conscience politique ou syndicale) ou aux stratégies de valorisation de soi qui se définissent dans un espace social qui ne peut jamais être circonscrit à celui de l'usine.

L'enquête monographique, en couvrant des terrains d'enquête variés (usine Peugeot de Sochaux et PME de la région, établissements scolaires, mission locale pour l'emploi, quartiers HLM, familles ouvrières), permet de mettre en rapport: a) les transformations techniques et sociales des ateliers de production de l'usine de Sochaux; b) les changements du système d'enseignement local: et c) l'ensemble des traits constitutifs du mode de vie des ouvriers locaux. En outre, le caractère de longue durée du travail de terrain a permis de suivre dans le temps les transformations conjointes de différents domaines de la réalité locale – le champ des entreprises et du système scolaire, les zones d'habitat, la politique - et l'évolution des attitudes des ouvriers de la région dans leur rapport au travail, à l'école, à la politique et plus largement dans leur rapport à l'avenir. Sont ainsi mises à jour les différentes temporalités de ces univers sociaux ainsi que les décalages temporels, les désajustements qui en résultent. Les entreprises, par exemple, s'ajustent sans cesse aux nouvelles contraintes imposées par la concurrence nationale et internationale. Elles tentent d'imposer leurs projets de modernisation à partir d'une représentation fort sommaire de ce qui existe dans la tête des salariés, en méconnaissant largement ce que les attitudes ouvrières doivent à l'histoire locale (« paternalisme » au sens large) et à l'histoire des rapports sociaux dans l'usine de Sochaux (organisation ultrataylorisée du travail, conflits récurrents dans les ateliers d'OS, rôle des délégués).

L'enquête a mis en relief l'affaiblissement tendanciel du groupe ouvrier local (les « ouvriers Peugeot »). Le groupe est moins fort numériquement (diminution de moitié des effectifs depuis vingt ans, 18 000 salariés en 2000), professionnellement (marginalisation des ouvriers qualifiés), matériellement et symboliquement (perte de la supériorité relative du salaire « chez Peugeot »). En outre, les ouvriers sont de plus en plus dispersés, non seulement dans les ateliers (du fait des nouvelles formes d'organisation du travail) et dans le bassin d'emploi (délocalisation des anciens ateliers et émergence de PME soustraitantes), mais aussi dans l'espace résidentiel (déstructuration des anciens quartiers ouvriers traditionnels). En ce sens, le développement d'un vote ouvrier en faveur du FN est un symptôme d'une hostilité proclamée, sinon vécue, contre certains éléments du groupe.

Il y a eu toutefois au cours de ces six dernières années des moments de « sursaut », de « rébellion », aussi soudains qu'imprévisibles : la grève des ouvriers

Peugeot (de « carrosserie ») de 1989 a été en ce sens exemplaire. N'oublions pas qu'elle fut, en France, la plus grande grève ouvrière de la décennie 1980, même si numériquement parlant peu d'ouvriers y ont été engagés (2 000 à 3 000 faisaient grève au même moment), mais la très grande majorité se reconnaissait dans ceux qui se battaient et les soutenaient symboliquement. Le groupe ouvrier a montré alors qu'il pouvait encore se réunifier ou se ressouder à l'usine, autour d'un vote CGT et dans les différentes formes de résistance et de luttes politiques et infrapolitiques dans les ateliers d'OS, au niveau des luttes syndicales. On a donc voulu montrer que le processus de déstructuration du groupe ouvrier n'est pas linéaire, ni univoque: il y a *en même temps* affaiblissement de la mobilisation ouvrière (dans le secteur privé) et émergence de contre-tendances qu'il faut évidemment rapporter à l'élévation du niveau scolaire des jeunes ouvriers et à leur sentiment de déclassement social.

Les contradictions de l'héritage ouvrier

Ce que l'on a particulièrement bien observé tout au long de ces années d'enquête à Sochaux-Montbéliard, c'est la manière dont le processus structurel de dévalorisation ouvrière dans l'usine a été en quelque sorte redoublé par d'autres processus de « désouvriérisation », produits hors de l'usine, notamment à travers le changement des aspirations scolaires et professionnelles des familles ouvrières, la dévalorisation de pratiques « traditionnelles » qui affecte non seulement la manière d'éduquer ses enfants mais aussi ce que l'on peut appeler le « sens de classe ». La déstructuration du groupe ouvrier peut être saisie à travers l'étude de la question du rapport entre générations et à travers celle du rapport entre « Français » et « immigrés ». Le creusement de la distance entre générations s'observe à la fois dans les usines (rapport au travail, à la politique, au syndicalisme) et à l'extérieur de celles-ci, dans les familles par l'intermédiaire de la poursuite d'études.

D'un côté, les générations ouvrières s'affrontent dans les ateliers de montage de l'usine de Sochaux: soit entre les vieux ouvriers et les « BTS » (les jeunes techniciens ainsi désignés par les premiers), soit entre les « vieux OS », entrés tôt et sans diplôme dans la vie active, ouvriérisés au fil du temps dans les années 1960-1970, et les « jeunes » (stagiaires ou intérimaires) qui, devant faire rapidement leurs preuves à l'usine, ne comprennent pas la « culture d'opposition » des vieux ouvriers qui s'était largement construite sur fond d'une culture anti-école. Cette distance croissante entre générations ouvrières à l'usine est aussi créée et entretenue par la direction de l'entreprise qui y

58 ← contre^Temps numéro un ← 59

trouve des avantages. D'un autre côté, la poursuite indéterminée d'études des enfants d'ouvriers produit de la distance entre les générations à l'intérieur des familles. L'apprentissage du métier de parent d'élève peut être un processus difficile, conflictuel, souvent douloureux, car les parents, démunis scolairement, se trouvent diminués face à leurs enfants qui sont alors en ascension scolaire. L'allongement des études contribue à créer une distance – sociale, culturelle, affective – entre la génération des parents ouvriers et celle des enfants « lycéens » ou « étudiants ». L'enquête fait ainsi mesurer la profonde ambivalence du processus d'allongement des études dans les milieux populaires. Le passage par le lycée, ou même par l'université, « déculture » les enfants d'ouvriers mais ne parvient pas à acculturer un nombre croissant d'entre eux à la culture scolaire.

Dans le cadre de cette « crise », dans l'ordre de succession des générations, on peut se demander quel type d'héritage les pères ouvriers, affaiblis par l'insécurité économique et par l'effritement des moyens de résistance collective (syndicats et partis politiques ouvriers), peuvent transmettre à leurs enfants. Cependant ne subsiste-t-il pas un héritage ouvrier, institutionnel et politique, un héritage « objectivé », qui peut être utilisé, réactivé, comme on peut le voir avec la création récente de sections syndicales dans certaines PME sous-traitantes nouvellement implantées sur le bassin d'emploi? La guestion de l'héritage ouvrier renvoie alors à celle de la reproduction du groupe ouvrier, un groupe mobilisé et politisé par une histoire complexe, sociale et politique. À la différence de ce qui se passe dans les classes dominantes, il n'existe pas pour les familles populaires de « stratégies compensatoires » de reproduction. C'est ce qui amène à poser une série de questions : celle du rapport entre la perception de l'avenir de classe et le mode de reconversion de la classe. celle de l'action de déculturation du système d'enseignement et enfin celle de la prophétie autocréatrice que constitue le thème de la « fin des ouvriers », qui engendre elle-même les « stratégies autodestructives » des ouvriers, notamment en matière scolaire.

« Modernisation » et transformations du travail ouvrier

Nombreuses sont les analyses de sociologues ou d'économistes du travail qui ont pour thème la modernisation des entreprises, et plus exactement l'informatisation de la production, les nouvelles formes de gestion de la production (« juste à temps », « kanban ») qui se sont diffusées dans les entreprises françaises depuis quinze ans. Ces différents travaux, si intéressants soient-ils, se caractérisent toutefois par leur « économisme » implicite et par

leur absence de toute mise en perspective historique (notamment d'un point de vue de l'histoire des groupes sociaux). Il s'agissait pour nous de changer de perspective, d'étudier la modernisation d'une grande entreprise dans la durée: en relatant de manière détaillée les conditions du transfert des OS de carrosserie dans la nouvelle usine, en développant une approche anthropologique du travail ouvrier qui inclue notamment dans l'analyse les rapports entre jeunes et vieux ouvriers.

Nous avons cherché à mettre au centre du dispositif d'enquête la restitution des différents points de vue d'ouvriers, obtenus par une série d'entretiens approfondis notamment avec des ouvriers des ateliers de finition de l'usine de Sochaux, Celle-ci, autrefois usine intégrée de production (de la fonderie au produit fini en passant par la fabrication des moteurs), est devenue en une guinzaine d'années un simple site de montage des automobiles. Nous avons cherché à décrire dans le détail la manière dont, entre 1989 et 1992, 2000 ouvriers de l'atelier de finition (« archaïque », où le travail était organisé de manière très taylorienne) ont été transférés, sans que la production soit jamais interrompue, dans un atelier proche, dénommé « Habillage-Caisses ». Dans ces nouveaux ateliers, la hiérarchie a tenté de mettre en œuvre les principes du nouveau management participatif. Le travail y demeure pour l'essentiel, un travail de montage. Cette étude, poursuivie pendant plusieurs années grâce à des entretiens répétés avec des ouvriers, des moniteurs et des agents de maîtrise concernés par ce transfert, permet de faire apercevoir: a) la violence des luttes, et notamment des luttes symboliques, autour des initiatives prises par la direction: le stage de formation pour faire acquérir un « esprit d'entreprise » aux ouvriers, le thème de la « disponibilité » des opérateurs, les nouveaux habits (uniforme de travail vert fluo), l'obligation du tutoiement entre la hiérarchie et les ouvriers, l'aménagement d'aires de repos communes aux ouvriers et à l'encadrement, l'introduction de la musique (par haut-parleurs) dans les ateliers, l'interdiction des anciennes pratiques ouvrières jusqu'alors plus ou moins tolérées (alcool, etc.); et b) l'ambivalence des attitudes de résistance des salariés – désir de se protéger en entrant temporairement dans la logique de l'entreprise et d'être défendus par les délégués.

On a aussi étudié le lien entre travail ouvrier et « politisation » dans les grands ateliers d'OS. Cette question est liée à celle de l'honneur social, de la manière dont on défend sa dignité. On peut distinguer schématiquement au moins deux formes de politisation. D'une part, une politisation explicite qui s'exprime à la fois dans l'usine (par le vote aux élections de délégués, par la syndicalisation) et également hors de l'usine dans le vote aux différents

60 ← contre^Temps numéro un ← 61

types d'élections, l'intégration aux partis de gauche. D'autre part, une politisation implicite qui tient à l'inscription dans des rapports de force dans l'usine, qui est « ancrée » dans le processus de travail. Cette forme de politisation est une manière de se défendre contre l'ordre de l'usine et de ses représentants attitrés (les « chefs ») en reconquérant sans cesse de petites marges de manœuvre (et en même temps une forme de dignité) contre les contraintes trop fortes de l'usine, en reprenant un peu de parole, en réclamant un minimum de « droits ». La cohésion du groupe des OS était liée à l'existence d'un « travail » politique persistant et renouvelé, à un certain mode de présence des délégués et des militants dans les collectifs de travail tels qu'ils s'étaient constitués dans une organisation taylorienne. Un certain type de pratiques de travail – que l'on pourrait qualifier d'« infrapolitiques » - était en contiguïté étroite avec les pratiques politiques, sans pouvoir leur être assimilées. L'effort des militants politisés (au sens traditionnel) de l'usine a été pendant longtemps, d'une part de faire basculer les gens d'une politisation implicite à une politisation explicite, d'autre part de maintenir la fiction que certaines attitudes de résistance n'étaient pas « politiques ». Par exemple, la consommation d'alcool dans un atelier ne peut pas être analysée indépendamment de la manière dont cette politisation « infra-politique », si l'on ose dire, se construit et se négocie au jour le jour.

Or, dans la deuxième moitié des années 1980, dans le contexte des nouveaux ateliers, ces deux modes de politisation ont l'un et l'autre été atteints, ébranlés, mais différemment, à des rythmes différents. En bref, la première forme de politisation a été beaucoup plus atteinte que la seconde qui, elle, demeure et continue à orienter, sourdement, les comportements. D'une part, les formes anciennes, ancrées dans la tradition, de défense, qui étaient très organisées autour de quelques idées simples – la lutte des classes, l'opposition frontale, les rapports de force – paraissent dénuées d'efficacité dans les luttes de concurrence où chacun tente de tirer son épingle du jeu individuellement. Aujourd'hui, les idéologies politiques qui faisaient « tenir » les délégués (et leurs arrière-plans culturels) sont laminées. D'autre part, les problèmes liés à la politisation implicite demeurent entiers. La « pression » de l'usine sur eux est plus forte que jamais: elle pèse dans la vie de tous les jours, au niveau de l'usage du temps, de la fatigue, etc. Beaucoup d'ouvriers ont le sentiment qu'ils ne peuvent pas renoncer purement et simplement aux modalités « anciennes » de résistance qui ont pour eux quelque chose de salvateur, se situant au niveau de la défense d'une identité ouvrière, d'un maintien minimal d'une dignité qui est blessée par la façon même dont l'usine fonctionne et se transforme. Beaucoup semblent condamnés à une sorte de résistance têtue qui s'apparente à une sorte de « traditionalisme du désespoir » vécu comme une crispation sur des formes de résistance que l'on ne peut se résigner à liquider mais auxquelles on ne croit plus comme auparavant.

Dans le contexte d'une usine vieillissante (déformation vers le haut de la pyramide des âges, vers les effectifs des guarante-cinquante ans) et de désorganisation des collectifs de travail, on a analysé les luttes de concurrence entre vieux et jeunes ouvriers, qui s'expriment schématiquement, soit sous la forme de l'opposition entre « stables » et « précaires », soit sous celle entre non-diplômés et ouvriers « bacheliers ». Dans le premier cas, les « jeunes précaires » qui espèrent, grâce à l'intérim, décrocher un emploi stable, sont souvent conduits à s'opposer, comme membres du groupe des *outsiders*, au groupe des established, celui des OS, qu'ils accusent de manquer de conscience professionnelle et de se livrer à des pratiques déviantes (comme par exemple, accusation récurrente, la consommation d'alcool sur le lieu de travail). Nous avons aussi voulu montrer que la hiérarchie a cherché d'une manière systématique, mais différemment selon les périodes, à utiliser les ieunes contre les vieux – comme à d'autres moments elle a cherché à utiliser les femmes et les immigrés (notamment après 1968) – en tentant dans les années 1987-1990 d'affecter aux postes de moniteur des jeunes qui ont un niveau bac ou un « petit » bac, en considérant (avec un mélange de bonne foi et de cynisme) qu'ils seraient mieux placés que les autres pour pouvoir contribuer à transformer les comportements des salariés « de base ».

Les familles ouvrières face à l'allongement de la scolarité

Pour comprendre les rapports entre générations à l'usine, il nous est apparu fondamental d'analyser les changements du rapport des ouvriers à l'école et, plus précisément, ce que l'on peut appeler l'entrée des familles ouvrières dans la compétition scolaire. Nous avons ici privilégié trois points: d'abord la crise de recrutement des lycées professionnels et la « désouvriérisation » de l'enseignement professionnel, ensuite la manière dont les familles ouvrières se sont converties au régime des études longues, enfin les profonds malentendus entre générations portant sur le sens à donner à la poursuite d'études.

La dévalorisation de l'enseignement professionnel qui débouche alors au mieux sur des métiers précaires (constituant désormais une condition « repoussoir ») opère comme un miroir grossissant des tensions qui « travaillent » le groupe ouvrier. L'usine, autrefois débouché professionnel « naturel » pour la majorité des enfants d'ouvriers de la région, s'étant transformée

62 ← contre^Temps numéro un ← 63

au cours des années 1980-1995 en « zone répulsive », les familles ouvrières « choisissent » des « études longues » et cherchent à tout prix à échapper au lycée professionnel, souvent perçu comme une antichambre du chômage. Ce réajustement rapide et forcé du système d'aspirations des familles ouvrières se traduit par une dévalorisation de l'ancien réalisme qui prévalait en matière scolaire. Hier, les études professionnelles courtes débouchaient sur un métier et une émancipation précoce des enfants. Cet abandon de l'apprentissage d'un métier manuel constitue une perte. Un mécanisme traditionnel de socialisation et d'identification à la « classe ouvrière » est grippé. La nouvelle norme de prolongation des études conduit, *mutatis mutandis*, à un détournement culturel comparable à celui qu'a provoqué la scolarisation urbaine chez les enfants de paysans pendant les années 1950 et 1960.

La filière de l'enseignement technique (centres d'apprentissage, dont l'école d'entreprise Peugeot, et collèges d'enseignement technique) a longtemps constitué une voie effective de promotion professionnelle pour les enfants d'ouvriers de la région. Elle formait de futurs ouvriers qualifiés de la métallurgie, des élèves fiers de leur culture technique, désireux de se frotter tôt au monde du travail et parfois d'entrer dans la « lutte ». Une partie de la « culture d'opposition » des ouvriers travaillant dans les grands ateliers d'OS trouve sa source dans cette forme ancienne d'apprentissage au métier d'ouvrier. La modernisation des ateliers de production de l'usine de Sochaux a contribué à accélérer le processus de dévalorisation de l'enseignement professionnel local dont le signe le plus tangible est la crise de recrutement que les établissements connaissent depuis le milieu des années 1980 (et qui persiste aujourd'hui...). Les sections d'usinage constituent une sorte d'antichambre du chômage où les élèves (les « usineurs ») apparaissent résignés et démoralisés, en attente du service national ou de stages rémunérés. La création des bacs professionnels était conçue comme une solution à la crise du recrutement. Or, le « bac pro » accroît le fossé entre les exigences scolaires inhérentes à ce diplôme et les dispositions d'élèves « sous-sélectionnés » qui trouvent avant tout dans cette nouvelle filière un moyen de poursuivre provisoirement leurs études. Placés lors de leur stage en entreprise dans une position en porte-àfaux, directement aux prises avec les dernières formes de résistance ouvrière au travail, les « bacs pro », fils d'ouvriers en (petite) ascension scolaire, font l'expérience, au cœur même de la fabrication industrielle, de la distance sociale qui se creuse avec la génération de leurs pères.

On a ensuite analysé la manière dont les familles ouvrières font face à la situation de profonde incertitude et d'indétermination de l'avenir scolaire et

professionnel de leurs enfants, la manière dont s'effectue l'entrée de ces familles dans la compétition scolaire2 (qui constitue un phénomène inédit pour elles). Les familles ouvrières qui résistent un peu plus à la norme des études longues se recrutent davantage chez les ouvriers français habitant en pavillon et/ou en milieu rural. Cette conversion aux études longues des familles ouvrières doit beaucoup aux transformations du système d'enseignement: élargissement du recrutement social du « lycée » à partir de 1985-1986 (l'objectif des 80 % au bac) et assouplissement des règles de fonctionnement des institutions scolaires. La ségrégation scolaire au niveau du collège tend à masquer, tant aux yeux des élèves qu'à celui de leurs parents, l'ampleur des écarts entre établissements scolaires et les futures difficultés scolaires rencontrées au lycée. La forte demande de poursuite d'études des enfants d'ouvriers traduit à sa manière la perte de la morale du groupe ouvrier, accélérant ainsi l'effondrement de la certitudo sui de ses membres. Face à l'allongement de la scolarité des enfants et aux nouvelles règles scolaires en zone d'éducation prioritaire (ZEP), les parents ouvriers ressentent pour la plupart une impression de flou et d'incertitude. La transformation de certains établissements scolaires en lieux de discussions et de négociations permanentes, où l'ordre scolaire traditionnel n'est pas toujours respecté, déconcerte une partie des familles ouvrières attachées aux valeurs de l'ancienne école. Aujourd'hui, dans les collèges de ZEP, les classements scolaires anciens ont cédé la place à un ensemble flou de jugements et de classements différables ou négociables ouvrant sur des avenirs incertains. L'assouplissement des critères de passage en classe supérieure, la moindre autorité des professeurs, la suspicion d'un « surnotage » au collège (comme le montre la chute des résultats au lycée en seconde), la minimisation des problèmes au collège comme à l'école primaire, la quasi-disparition d'un système de sanctions pour punir ou exclure les « perturbateurs » en classe, etc., font craindre aux parents que l'allongement de la scolarité ne se révèle être finalement qu'un jeu de dupes, sans qu'ils puissent pour autant s'opposer véritablement à ce mouvement de fond de poursuite d'études.

Cette poursuite d'études incertaine et le décalage intergénérationnel des calendriers scolaires, professionnels et matrimoniaux débouchent sur des malentendus profonds entre parents et enfants. Si les premiers apparaissent peu armés pour contrôler le travail scolaire des seconds ou pour les aider (surtout au lycée), ils sont souvent amenés à constater que leur comportement scolaire – absence de travail, faible goût pour la lecture, médiocrité des bulletins scolaires – n'est pas toujours conforme à ce qu'ils imaginent être celui d'un « vrai » lycéen. D'un autre côté, les enfants (lycéens) ont tendance à déva-

64 ► contre^temps numéro un ► 65

loriser les diplômes de la génération des parents (CAP, BEP) et à ne pas prêter de crédit aux remarques de leurs parents. Le passage par le lycée contribue à disqualifier l'expérience ouvrière parentale et à faire naître un sentiment de honte sociale éprouvée de manière plus ou moins confuse par les enfants vis-à-vis de leurs parents qu'ils percoivent comme « sous-diplômés » ou « incultes ». Les rapports intergénérationnels dans la famille se font souvent dans le malentendu et le faux-semblant, parfois la « mauvaise foi ». Le statut de collégien ou de lycéen est perçu par les enfants comme leur donnant des « droits », alors que les parents voudraient parfois leur rappeler qu'il s'accompagne aussi de « devoirs » (de travail, d'effort, de volonté, etc.), qu'il ne s'agit pas d'une rente de situation. L'école, dans l'état actuel de son fonctionnement, ne produit plus comme jadis des « miraculés » scolaires, mais plus de « rescapés ». Bon nombre de ces lycéens doivent leur poursuite scolaire moins à leurs mérites scolaires qu'à l'assouplissement des barrières institutionnelles (par exemple l'abaissement de la barrière d'entrée en seconde). Ne devant rien à l'institution ni aux professeurs, ces lycéens entretiennent, de ce fait, un rapport éminemment contradictoire à l'école. Comme les enseignants ne manquent pas de leur rappeler leurs manques scolaires, difficilement dissociables de leur origine sociale ouvrière, les lycéens démunis d'héritage culturel ont, d'un côté, le sentiment de ne pas être véritablement à leur place au lycée et, de l'autre, développent des stratégies de faux-semblant pour rendre légitime à leurs proches leur présence au lycée. Les ouvriers doivent non seulement affronter la domination sociale et symbolique subie à l'usine mais aussi faire face, en tant que parents, à la contestation d'une partie de leur identité sociale par leurs propres enfants qui, devenus lycéens, se trouvent comme « grisés » par l'acquisition de leur nouveau statut scolaire. Seuls certains militants ouvriers manifestent franchement leur scepticisme vis-à-vis de l'allongement indéterminé des études dont ils craignent qu'il ne débouche in fine sur un détournement culturel de leurs propres enfants, sans constituer pour autant un gage de véritable réussite scolaire.

La journée de manifestation contre le CIP (mars 1994) a illustré, d'une manière saisissante, la rupture symbolique entre la génération ouvrière des parents et la génération lycéenne des enfants. Ce jour-là, les lycéens du pays de Montbéliard manifestent séparément des cortèges ouvriers de l'usine, marquant là leur défiance vis-à-vis des « syndicats » et leur distance vis-à-vis du monde ouvrier dont ils sont pour la plupart issus. Ils montrent qu'ils sont dorénavant passés, d'une manière qu'ils espèrent irréversible, du côté de la condition sociale d'« étudiant ». D'un côté, il leur faut rompre publiquement avec leur héritage ouvrier et, de l'autre, il leur faut conjurer collectivement la

peur de ne pas être scolairement à la hauteur de leur titre de « lycéens ». Ce jour-là, la manifestation lycéenne définit la frontière qui sépare le groupe des lycéens de celui des jeunes exclus de la compétition scolaire (les chômeurs, les jeunes en « stage », l'ensemble des potentiels « casseurs ») et qui tient en lisière les « faux » lycéens (des lycées professionnels) qui appartiennent au « groupe » de manière statutaire, par le seul bénéfice de l'extension sémantique du terme de « lycéens ».

Les formes de la déstructuration du groupe ouvrier

À travers ces analyses des transformations de l'usine et du système scolaire, on comprend que le groupe ouvrier est affronté à une situation éminemment chaotique. D'une part, un processus de déstructuration est largement engagé, les contours qui définissaient le groupe sont en voie de modification : une partie des salariés qui, en d'autres temps, auraient été dans le groupe, se sentent renvoyés du côté des classes moyennes et récusent l'identification (devenue presque honteuse) aux ouvriers, tandis que les fractions du « bas », prises dans une logique de travail précaire, d'échecs scolaires, d'impossibilité d'entrer sur le marché de l'emploi, sont de plus en plus confrontés à la menace de l'« exclusion ». D'autre part, d'une certaine manière, le groupe continue de « résister », notamment parce que les délégués syndicaux sont encore là, personnages sociaux qui exercent un certain charisme auprès de la « base », même s'ils éprouvent de plus en plus de difficultés à effectuer leur « travail » de délégués. Pour éclairer ce processus de déstructuration du groupe ouvrier, on a mis l'accent sur trois points (en négligeant un autre processus visible sur le terrain, à savoir les nouvelles formes de précarité et d'exclusion sur le marché du travail): les contradictions sociales d'un jeune moniteur, la crise du militantisme syndical, les tensions racistes au sein du groupe ouvrier, à l'usine et surtout dans le quartier.

On a voulu illustrer l'opposition entre jeunes et vieux ouvriers à l'usine à partir d'une étude de cas approfondie: l'histoire d'un jeune ouvrier, titulaire d'un bac G obtenu tardivement, devenu « moniteur », qui raconte longuement au sociologue lors de deux très longs entretiens, les raisons pour lesquelles il décide de démissionner de l'usine (fuir un métier abhorré, éviter les conflits avec les vieux ouvriers). Se condense ici de manière particulièrement violente la confrontation entre « vieux » et « jeunes » à l'usine, deux générations formées d'individus qui sont constitués différemment. D'un côté, il y a de vieux ouvriers, d'origine rurale ou immigrée dans leur grande majorité, marqués profondément par la forme du travail qu'ils ont subie (vingt-cinq ans de taylorisme qui engendre

66 ► contre^temps numéro un ► 67

à la fois une certaine honte de soi et une certaine valorisation de sa force physique). De l'autre côté, une génération constituée par et dans l'école, à qui l'école a donné un certain nombre de désirs et d'aspirations, à qui elle a quelquefois conféré un titre, un diplôme, à qui elle a donné aussi une autre apparence physique, un autre rapport au corps, un autre timbre de voix, des manières nouvelles de s'exprimer et de se tenir, qui peuvent apparaître comme « précieuses », « prétentieuses », « raffinées », etc. Les deux générations ne vont pas être seulement séparées par une distance biologique (vingt ou vingtcinq ans) ou être opposées en termes d'idées, de croyances, de valeurs, mais aussi en termes de rapport au corps, de rapport au monde, et également en termes de place dans un système de rapports de pouvoir.

Cependant, il faut bien voir que les transformations du mode d'existence du groupe ouvrier ne le font pas disparaître en tant que tel, même s'il s'amenuise et si les principes anciens de son « unité » sont remis en cause. On dirait plutôt que le groupe est « travaillé » par des divisions (dont les divisions vieux/jeunes, Français/immigrés) qui ne sont pas seulement des coupures intergénérationnelles mais des coupures de type éthique qui se traduisent par une perte de confiance dans des normes de références et dans les hommes qui incarnent le groupe, si bien que l'alchimie sociale/mentale qui faisait qu'auparavant, tant bien que mal, la majorité des salariés se reconnaissait dans « ses délégués » et acceptait comme naturels les schèmes mentaux que ceux-ci leur proposaient (l'antagonisme de classes, le rapport de forces) ne fonctionne plus. La « crise » des militants est liée pour une part aux difficultés qu'ils rencontrent sur leur lieu de travail, notamment la quasi-impossibilité à s'opposer efficacement aux nouvelles luttes de concurrence qui se développent entre ouvriers, par exemple autour des primes. Ces luttes sont aussi une remise en cause du « pouvoir de statuer » qu'avaient progressivement conquis les militants au sein des collectifs de travail, notamment en vertu de leur aura, de leur prestige et aussi du fait de la monopolisation de ces positions clés que sont dans une certaine mesure les mandats syndicaux. La « dynamique du classement », dont parle Norbert Elias à propos du commérage³, ne leur appartient plus entièrement parce qu'il sont concurrencés par des instances souvent mises en place par la direction (« nouveau groupe », cercles de qualité, briefings, etc.). En même temps que le groupe des techniciens accroît son poids et son pouvoir, les délégués peuvent de moins en moins orienter les opinions et les croyances des membres du groupe dans le sens où ils avaient l'habitude d'agir, si bien qu'il leur est plus difficile de construire une image du groupe « positif » qui soit fondée sur « la minorité du meilleur » (le groupe des militants) et établie contre le groupe négatif: les « favots », les « jaunes »...

L'individualisme, le sentiment d'isolement et l'absence de solidarité souvent dénoncés par des militants habitués à valoriser le collectif résultent aussi de la transformation de la structure de la communauté de travail.

Le délégué était aussi celui qui faisait ressentir la communauté d'intérêts partagés qui soudaient les gens entre eux. Avec l'éclatement ou la fragmentation du groupe, le repli sur soi, la méfiance généralisée, les intérêts partagés se rétrécissent et le délégué se retrouve un peu comme « hors jeu » alors qu'antérieurement c'était lui qui, dans une large mesure, menait le jeu, distribuant les bons et les mauvais points, les blâmes et les satisfecit. Il n'en reste pas moins un personnage central, un recours. Il faudrait également comprendre le désarroi des militants à partir de leurs expériences antérieures, de leur « carrière morale ». Ils ont, pour la plupart, été formés dans les années 1960-1970, en contact avec des militants aguerris, souvent ouvriers professionnels et appartenant à la vieille culture communiste. Les « vieux » militants OS ont été formés dans cette culture militante, longtemps monolithique, qui imposait « naturellement » ses valeurs et croyances qu'ils ont vécues comme allant de soi. On pourrait dire que le vieux système de représentation du groupe ouvrier offrait à ces militants – sur lesquels continuait de peser l'indignité culturelle – des movens routinisés de concilier les intérêts individuels et l'intérêt collectif. On insistera également sur la difficulté spécifique que les militants OS rencontrent à se reconvertir mentalement, à transformer leur vision du monde, à rompre avec les schèmes qui les ont longtemps aidés à penser et à voir le monde et donc à vivre. À la différence des anciens porte-parole cultivés du groupe ouvrier qui disposent d'un certain capital culturel et font figure parfois d'intellectuels, ces militants OS apparaissent bien mal armés pour se reconstruire une autre identité, ce que l'on pourrait appeler une identité de « repli » qui leur permettrait de faire encore « bonne figure ».

À ce stade de l'analyse, on ne pouvait éluder la question des rapports entre « Français » et « immigrés » car elle nous semblait éclairer, à la manière d'un miroir grossissant, le rapport – complexe, ambivalent – que les ouvriers entretiennent à leur avenir et à celui de leurs enfants, oscillant étroitement selon la conjoncture entre des moments d'angoisse existentielle qui vont de pair avec une exaspération croissante à l'encontre de la présence immigrée (parents comme enfants) et des moments de relâchement de la tension sociale qui voient alors presque disparaître de la scène locale la « question immigrée ». Nous sommes partis d'un constat qui peut sembler *a priori* paradoxal. D'un côté, la CGT tient bon à l'usine de Sochaux, des sections syndicales CGT et CFDT se créent dans les PME des équipementiers nouvellement implantées

68 ├─ contre^temps numéro un ├─ 69

dans le bassin d'emploi, de l'autre, le vote Front national n'a cessé de progresser dans les villes de la région et, plus précisément, dans leurs quartiers populaires (20 et 25 % de voix aux élections législatives). Pour rendre compte de ce paradoxe apparent, il convient de rompre avec les analyses strictement « politistes », de réinscrire le vote Le Pen dans un contexte socio-historique plus large qui lie ensemble: a) les transformations de l'usine et du marché du travail: intensification des luttes de concurrence sur le lieu de travail, déstabilisation des ouvriers stables, disqualification des savoirs pratiques et de l'ethos de classe ouvrier, diminution tendancielle du niveau de vie ouvrier, etc.; b) les transformations de l'école et du quartier; sentiment de relégation sociale et spatiale pour ceux qui, restés dans les quartiers HLM (habitat devenu repoussoir), se retrouvent confrontés aux nouvelles formes de présence et d'appropriation du territoire par les « jeunes d'origine immigrée »; et c) les attitudes vis-à-vis des immigrés. Contre toute forme de monisme géographique (« l'envahissement » des lieux par les familles immigrées), contre les analyses anhistoriques visant à rendre compte de la progression du Front national, l'enquête monographique montre que le vote Le Pen (labile et changeant) traduit les changements de la place objective du groupe ouvrier dans la société, l'affaiblissement matériel et symbolique des parents et condense les problèmes de la représentation politique des classes populaires. Il exprime, sous la forme d'un sentiment croissant d'exaspération, voire de xénophobie, à l'égard des immigrés, un déclassement objectif et un sentiment de vulnérabilisation croissante de fractions importantes du groupe ouvrier. D'un côté, les immigrés ont été progressivement évincés de l'usine (il en reste moins de 10 % et sur des postes « durs »), leurs enfants y sont presque interdits d'office, et subissent de plus en plus un véritable « préjugé racial » dans le bassin d'emploi. Les jeunes d'origine immigrée à faible qualification sont quasiment privés de tout espoir d'emploi fixe et durable, ce qui exacerbe leur ressentiment d'être exclus durablement du marché du travail et les empêche d'accéder aux avantages statutaires liés à l'entrée dans la vie adulte. D'un autre côté, on ne peut pas comprendre le rapport aux immigrés des familles ouvrières indépendamment des transformations conjointes du champ scolaire et des quartiers populaires. D'une part, la surreprésentation relative d'enfants d'immigrés dans les principaux quartiers d'habitat HLM de la région alimente des conflits entre « Français » et « immigrés » autour des modes d'éducation des enfants et des adolescents : le « laisser-aller » éducatif de certaines familles nombreuses/le rigorisme de parents attachés à la bonne scolarisation de leurs enfants. D'autre part, la compétition scolaire met directement en concurrence les familles du quartier, les parents mobilisés scolairement ne veulent plus se préoccuper des « traînards », des « perturbateurs » qui, à leur manière, compromettent les autres élèves du quartier sans capital culturel hérité. Le développement de l'individualisme scolaire se retourne alors contre certains parents immigrés, transformés en boucs émissaires de la crise de l'école. Dans cette configuration de tentatives de sortie scolaire par le haut, la manière dont on parle des enfants d'immigrés doit être comprise comme un révélateur de l'angoisse scolaire, l'angoisse d'être distancé, de ne pas pouvoir rattraper la norme. Les logiques de dévalorisation matérielle et symbolique se renforcent: à l'usine, dans l'espace local (HLM dégradées) et à l'école sous la forme de la dévaluation du titre scolaire.

- 1 Stéphane Beaud et Michel Pialoux, Retour sur la condition ouvrière: enquête aux usines Peugeot de Sochaux-Montbéliard, Paris, Fayard, 1999.
- 2 L'enquête statistique réalisée auprès de 1200 élèves de troisième du pays de Montbéliard révèle la forte inflation des aspirations scolaires des enfants d'ouvriers et la déconnexion croissante entre « niveau scolaire » et projet professionnel, qui concernent davantage les enfants d'ouvriers scolarisés en collège de ZEP (zones d'éducation prioritaire), habitant dans des quartiers HLM à forte composante de population immigrée.
- 3 Voir Norbert Elias, « Remarques sur le commérage », Actes de la recherche en sciences sociales, nº 60, 1985.

70 ├─ contre^Temps numéro un ├─ 71